



PRÉFET DE LOIR et CHER

ARRÊTÉ n° 2010 - 229 - 9

Installations classées pour la protection de l'environnement

Enquête publique
relative à la demande d'autorisation
d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires
formulée par la Société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD
sur le territoire de la commune de VILLERMAIN.

Le Préfet de Loir-et-Cher,

VU le code de l'environnement, notamment le livre V;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-12-15 du 12 janvier 2010 portant délégation de signature à Monsieur GUERIAUX Didier en sa qualité de Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-15-2 du 15 janvier 2010 de subdélégation de signature à Monsieur BONNET Jean-Marie en sa qualité de Sous-Directeur de la cohésion sociale et de la protection des populations ;

VU la demande présentée le 19 avril 2010 par la Société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires à VILLERMAIN ;

VU les plans et autres pièces réglementaires annexés à ladite demande ;

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre en date du 2 juin 2010 constatant la recevabilité du dossier susvisé ;

VU la décision du Président du tribunal administratif n° E10000140/45 en date du 22 juin 2010 ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Il sera procédé à une enquête publique relative aux incidences éventuelles sur l'environnement du projet présenté par la Société LAFARGE GRANULATS SEINE NORD en vue d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires à VILLERMAIN.

A l'issue de la procédure d'instruction, il sera statué sur le projet par arrêté du Préfet de Loir et Cher.

ARTICLE 2 :

Monsieur Charles RONCE, cadre du ministère de l'équipement en retraite, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par décision du Président du tribunal administratif d'Orléans visée ci-dessus.

ARTICLE 3 :

Les pièces des dossiers d'enquête, comprenant notamment une étude d'impact des effets du projet sur l'environnement ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles seront déposés pendant un délai d'un mois à la mairie de VILLERMAIN du mardi 21 septembre 2010 au jeudi 21 octobre 2010 inclus afin que le public puisse en prendre connaissance et formuler ses observations, aux heures habituelles d'ouverture de la mairie, sur le registre ouvert à cet effet, coté et paraphé.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie où il recevra les observations des intéressés :

— le mardi 21 septembre 2010	de 14 h à 17 h
— le jeudi 30 septembre 2010	de 16 h à 19 h
— le mardi 5 octobre 2010	de 14 h à 17 h
— le mardi 12 octobre 2010	de 14 h à 17 h
— le jeudi 21 octobre 2010	de 16 h à 19 h

En outre, des informations sur les dossiers peuvent être sollicitées auprès de Monsieur le chef de projets foncier-environnement de la société précitée au 02 54 82 45 48.

ARTICLE 4 :

À l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire-enquêteur. Celui-ci convoquera dans la huitaine le demandeur et lui communiquera sur place les observations écrites et orales consignées dans le procès-verbal, en l'invitant à produire dans un délai de 12 jours un mémoire en réponse.

Dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse, le commissaire-enquêteur enverra le dossier de l'enquête au préfet avec ses conclusions motivées.

Toute personne pourra prendre connaissance du mémoire en réponse du demandeur, du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations et à la mairie de VILLERMAIN.

ARTICLE 5 :

Un avis au public sera affiché par les soins du maire quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. L'affichage aura lieu à la mairie ainsi que dans le voisinage de l'installation projetée dans un rayon de 3 km autour de celle-ci de manière à assurer une bonne information du public.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires de VILLERMAIN et OUZOUEUR LE MARCHE dans le département de Loir-et-Cher et BACCON, CRAVANT, CHARSONVILLE dans le département du Loiret.

Cet avis qui devra être publié en caractères apparents précisera la nature de l'installation projetée, l'emplacement sur lequel elle devra être réalisée, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique ; il indiquera le nom du commissaire-enquêteur et fera connaître les jours et heures où ce dernier recevra les observations des intéressés ainsi que le lieu où il pourra être pris connaissance du dossier.

L'enquête sera également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture par mes soins et aux frais du demandeur dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, les maires de **VILLERMAIN** et **OUZOUER LE MARCHE** dans le département de Loir-et-Cher, et de **BACCON**, **CRAVANT**, **CHARSONVILLE** dans le département du Loiret, et le commissaire-enquêteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme leur sera adressée.

Blois, le 17 AOÛ 2010

Le Préfet,

*Pour le Directeur départemental
de la Prévision Sociale et de*

*la Protection des Populations
Le Sous-Directeur*

Jean-Marie BONNET



Pour copie
certifiée conforme
à l'original